

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE





PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE



Ii y a cent cinquante ans , la proclamation de la
IIIe République.

En 2020, le 4 septembre 1870, est passé sous silence ou
presque .

Pourtant aujourd'hui, on lui doit beaucoup,
il y a encore de beaux restes.

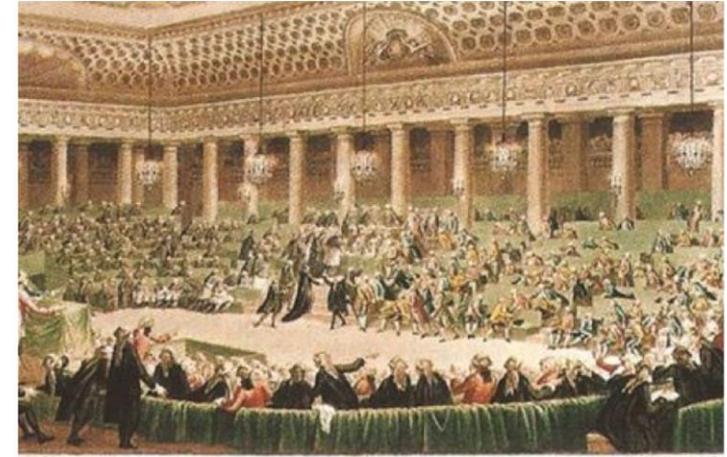
Comment en est-on arrivé là ?

Petit rappel



LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dès l'annonce de l'ouverture des États Généraux, le 5 mai 1789, le souhait de changer la Nation émanait de tous les milieux changer irrémédiablement le cours de la vie des Français, très vite le poids des privilèges va provoquer un engrenage révolutionnaire. Les députés se constituent en Assemblée Nationale. S'en suit l'abolition des privilèges, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen etc. Le principe de la souveraineté populaire par la Nation, et non plus une royauté de droit divin. La République est en marche.



Assemblée Nationale

• 11 août 1789

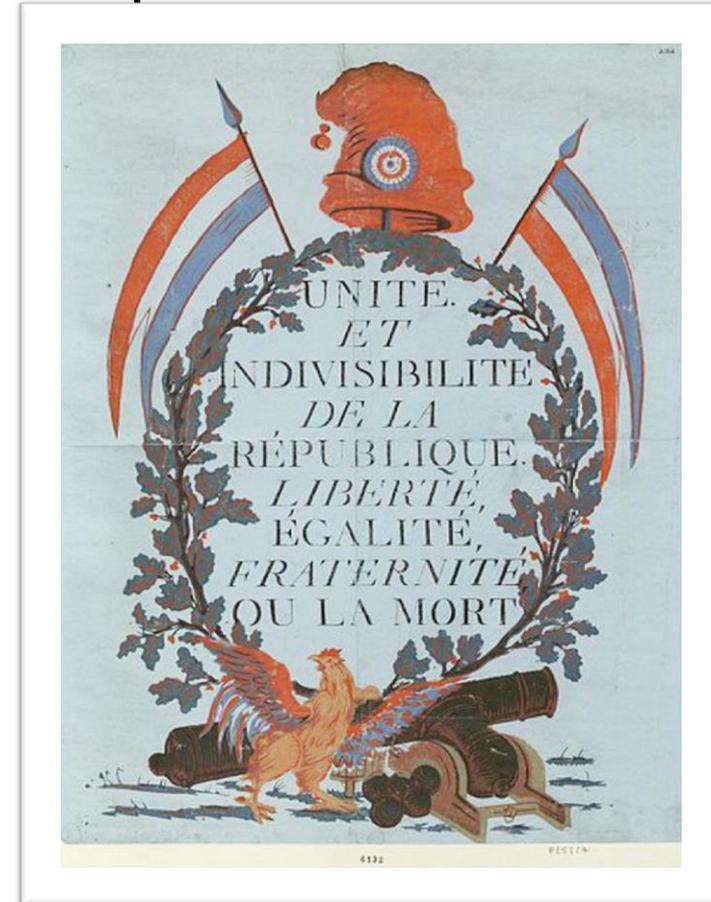
l'abolition des privilèges



LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

Officiellement nommée République française, c'est le régime politique de la France entre septembre 1792 et mai 1804. Amenée par la Révolution française, elle annonce une nouvelle ère d'exercice du pouvoir en Europe.

Le 21 septembre 1792, les députés de la Convention, réunis pour la première fois, décident à l'unanimité de l'abolition de la monarchie constitutionnelle en France. Si la République ne fut jamais officiellement proclamée, le 22 septembre 1792, la décision est prise de dater les actes de l'an I de la République et le 25 septembre 1792, la République est déclarée « une et indivisible ».



Napoléon Ier, né le 15 août 1769 à Ajaccio, et mort le 5 mai 1821 sur l'île Sainte-Hélène, est le premier empereur des Français, du 18 mai 1804 au 6 avril 1814 et du 20 mars 1815 au 22 juin 1815.

Trois rois vont se succéder avant de voir renaître la République :

- Louis XVIII 1755 / 1824, roi de 1814 - 1815 et de 1815 à 1824
- Charles X 1757 / 1836, roi de 1825 à 1830
- Louis-Philippe Ier 1773 / 1850, roi constitutionnel de 1830 à 1848

15 février 1794

Trois couleurs pour la France

Le 15 février 1794, la Convention décrète que « *le pavillon sera formé des trois couleurs nationales disposées en trois bandes égales posées verticalement...* » Le peintre David suggère que le bleu soit fixé à la hampe.



22 février 1848

Insurrection républicaine à Paris

Le 24 février 1848, au terme de trois jours d'émeutes et de malentendus, l'opposition libérale obtient le départ du roi Louis-Philippe 1er. C'est la naissance de la II^e République. Son existence sera autrement plus brève (3 ans) que celle du régime auquel elle avait succédé.

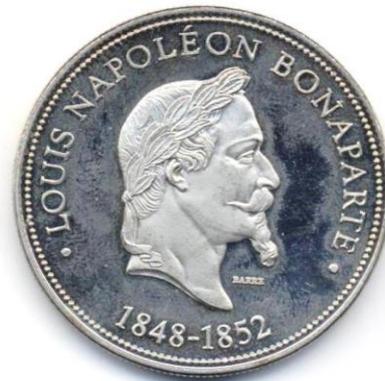
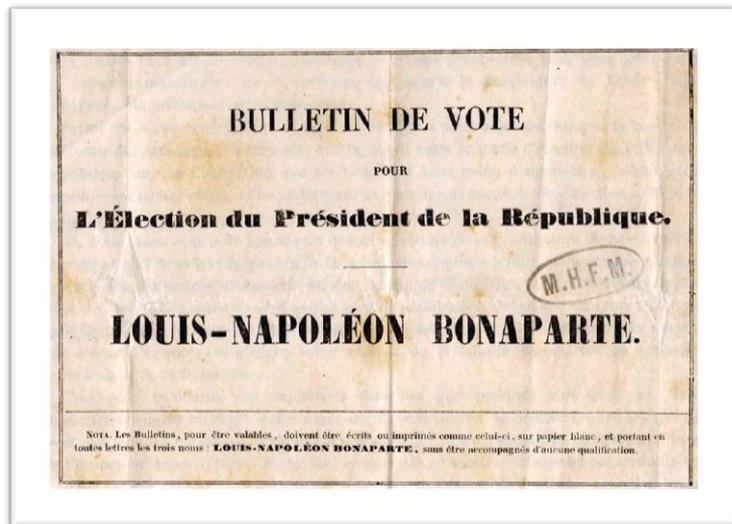
Deuxième République

L'élection présidentielle de 1848, organisée pour désigner le président de la Deuxième République française, s'est tenue les 10 et 11 décembre 1848.



Louis-Napoléon Bonaparte (20 avril 1808 - 9 janvier 1873) après des tentatives de coup d'État, Il est élu représentant du peuple après la révolution française de 1848, puis président de la République.

Début du mandat 20 décembre 1848 - fin du mandat 2 décembre 1852 appartenance politique Bonapartiste, Parti de l'Ordre



AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRÈTE:

Art. 1.
L'Assemblée nationale est dissoute.

Art. 2.
Le Suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.

Art. 3.
Le Peuple français est convoqué dans ses comices à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.

Art. 4.
L'état de siège est décrété dans l'étendue de la 1^{re} division militaire.

Art. 5.
Le Conseil d'État est dissous.

Art. 6.
Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de l'Élysée, le 2 décembre 1851.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
Le Ministre de l'Intérieur.
DE MORNY

Le coup d'État Du 2 décembre 1851



Aidez-moi tous à asseoir sur cette terre, bouleversée par tant de révolutions, un gouvernement stable qui ait pour base la religion, la propriété, la justice, l'amour des classes souffrantes

Louis-Napoléon Bonaparte, 1er décembre 1852

Le lendemain, l'Empire est proclamé
Le 2 décembre 1852

Après la déclaration de guerre de Napoléon III à la Prusse, mi-août 1870, la Moselle va être le théâtre de trois batailles sanglantes, dont celle de Gravelotte qui se déroula le 18 août à l'ouest de Metz. Cette bataille a ouvert la voie à la capitulation de l'armée française et à la reddition de Napoléon III, le 2 septembre à Sedan.



La Troisième République (1870-1940)

Napoléon III fut capturé à Sedan mais, sous l'impulsion des républicains et de Gambetta, un gouvernement de défense nationale fut formé.



Le 4 septembre 1870, la République est donc proclamée par Gambetta au nom du peuple qui, après une journée d'émeute, envahit la Chambre des députés avant de se rassembler place de l'Hôtel de Ville, comme il l'avait fait pour assister à la proclamation de la II^e République par Lamartine, le 24 février 1848.

Lorsque la République est proclamée le 4 septembre 1870, la guerre déclenchée par Napoléon III contre la Prusse n'est pas terminée. Le nouveau régime s'installe donc dans la tourmente.

L'armistice est signé le 28 janvier.

Une Assemblée nationale est élue le 8 février 1871, présidée par Jules Ferry.

Adolphe Thiers devient, provisoirement, chef du pouvoir exécutif. Le peuple de Paris supporte mal l'entrée des Prussiens dans la capitale et se méfie de ce nouveau gouvernement qui multiplie les maladresses, essayant de désarmer la garde nationale.

**Une insurrection spontanée a lieu le 18 mars :
c'est la Commune.**

Élections législatives françaises de 8 février 1871

(638 députés)

Orléanistes – Henri d'Orléans

Voix ?

33,54 %

Députés élus

214

Légitimistes – Henri d'Artois

Voix ?

28,53 %

Députés élus

182

Républicains modérés – Jules Dufaure

Voix ?

17,55 %

Députés élus

112

Libéraux – Jules Favre

Voix ?

11,29 %

Députés élus

72

Union républicaine – Léon Gambetta

Voix ?

5,96 %

Députés élus

38

Bonapartistes – Eugène Rouher

Voix ?

3,13 %

Députés élus

20

Union républicaine: 38 sièges

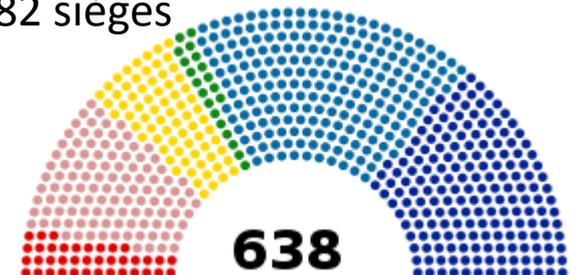
Républicains modérés: 112 sièges

Libéraux: 72 sièges

Bonapartistes: 20 sièges

Orléanistes: 214 sièges

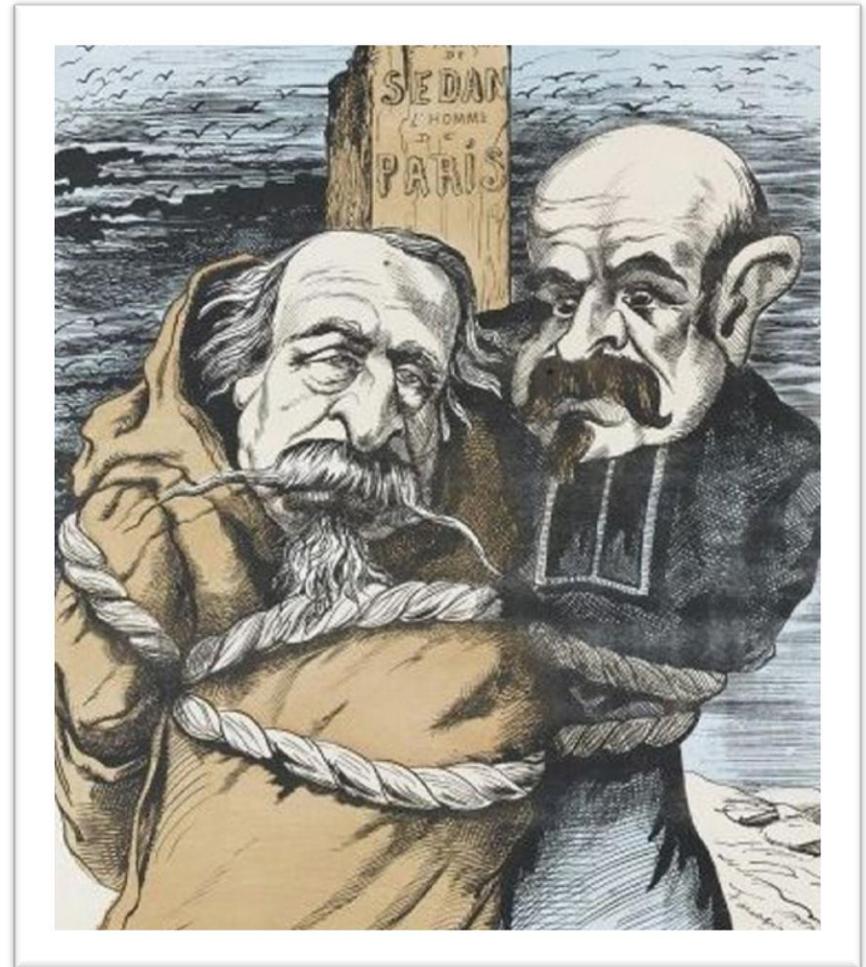
Légitimistes: 182 sièges



La Constitution de 1875 est entrée en vigueur le 8 mars 1875, suite à la constitution des deux Chambres et au transfert de pouvoir opéré par l'Assemblée nationale.



La loi du 14 août 1884 révisa la loi constitutionnelle du 25 février 1875 en complétant le troisième paragraphe de son article 8 comme suit : « *La forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision. Les membres des familles ayant régné sur la France sont inéligibles à la présidence de la République.* » Historiquement, la Monarchie avait vécu.



Plus tard, la loi du 22 juin 1886 devait interdire aux chefs des familles anciennement royale et impériale ayant régné en France et à leurs héritiers directs dans l'ordre de primogéniture l'accès et le séjour sur le sol français sous peine d'emprisonnement et de reconduite à la frontière. Ils ne pouvaient ni exercer de fonction publique et/ou de mandat électif ni entrer dans les armées.

Les débuts difficiles de la Troisième République **Des républicains minoritaires et divisés**

Les opposants à la République

Les classes sociales aisées (le grand patronat industriel) acceptent le changement de régime à condition que l'on ne touche pas à la domination du patron dans l'entreprise. Une partie des grands propriétaires ruraux (parmi lesquels il y a encore beaucoup de nobles) et des catholiques sont partisans d'un retour à la monarchie et ne veulent pas entendre parler de réformes.

Les républicains tentent de continuer la guerre contre les Allemands. Cette position provoque l'hostilité des paysans, qui fournissent l'essentiel des soldats et qui sont très majoritaires dans la population. De plus les républicains sont très divisés, une partie souhaite l'installation d'une république modérée, qui fasse des réformes politiques (extension de la liberté d'expression, enlever l'enseignement à l'emprise de l'Église catholique) mais pas trop de réformes sociales (les plus représentatifs sont Léon Gambetta, Jules Ferry). Il existe des républicains qui veulent venir en aide aux plus défavorisés, en particulier aux petits artisans aux ouvriers de la grande industrie qui est en plein essor. Ils sont très minoritaires et très divisés (jacobins nostalgiques de la révolution de 1793-1794, socialistes, anarchistes).

La Commune de Paris

De mars à mai 1871, alors que la moitié nord de la France est occupée par les Allemands, les Parisiens des quartiers populaires se soulèvent contre le gouvernement, présidé par Adolphe Thiers. Celui-ci, installé à Bordeaux puis à Versailles négocie pour faire la paix avec les Allemands, veut désarmer le peuple, et est soutenu par des députés élus en février. La grande majorité de ces députés souhaitent le retour à la monarchie. Le soulèvement formera la **Commune de Paris**. Pendant une centaine de jours les révoltés encadrés par les républicains de gauche vont gouverner Paris. Ils vont tenter d'y réaliser des réformes sociales très importantes (gratuité de l'enseignement, liberté de la presse, mise en place de coopératives, aide aux chômeurs...) En même temps ils doivent lutter contre les troupes gouvernementales (les Versaillais) qui assiègent Paris. Fin mai 1871, les Versaillais entrent dans Paris, pendant une semaine la résistance est très importante, les dégâts et les pertes humaines sont considérables. Les Communards vaincus sont massacrés, les survivants sont jugés et pour une grande partie d'entre eux déportés dans les bagnes (Nouvelle Calédonie).



Les vainqueurs de la Commune tentent de rétablir la monarchie. Mais leur candidat au trône (le comte de Chambord petit-fils de l'ex-roi Charles X) refuse que le drapeau tricolore soit conservé.

En attendant sa mort, et son remplacement par le Comte de Paris, candidat orléaniste acceptant le drapeau tricolore, ils portent à la présidence de la République, pour sept ans, un royaliste le Maréchal de Mac-Mahon. Le gouvernement fait alors régner l'Ordre Moral (les fonctionnaires républicains ou bonapartistes sont écartés, on renforce l'emprise de l'Église catholique sur l'enseignement supérieur). Cependant, en 1875, presque par surprise, la République est organisée (avec deux chambres élues (la chambre des députés et le Sénat)) et un président élu pour sept ans par ces chambres, le président nomme les ministres.

L'œuvre de la III^e République est considérable



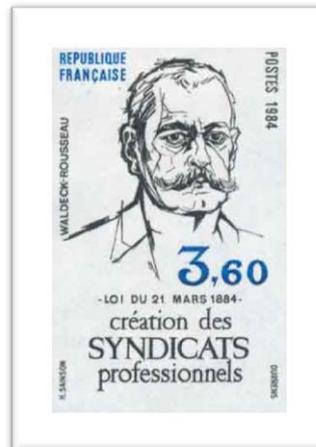
Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

La Marseillaise devient définitivement l'hymne national.

L'obligation, la gratuité, la laïcité de l'instruction primaire.

1882 : création des lycées de jeunes filles, qui les préparent au baccalauréat à partir de 1924.

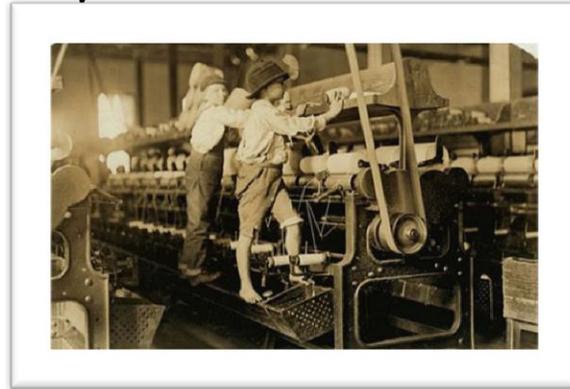
Loi « le 21 mars 1884, la loi autorisant la création de syndicats, dite Waldeck-Rousseau ».



Amélioration lente de la condition ouvrière

1874, Interdiction du travail des enfants de moins de 12 ans et des femmes la nuit (1892).

Par la loi du 2 novembre 1892, la durée maximale de travail est ramenée à 10 heures quotidiennes à 13 ans, à 60 heures hebdomadaires entre 16 et 18 ans, et un certificat d'aptitude est nécessaire.



Repos hebdomadaire (1907)

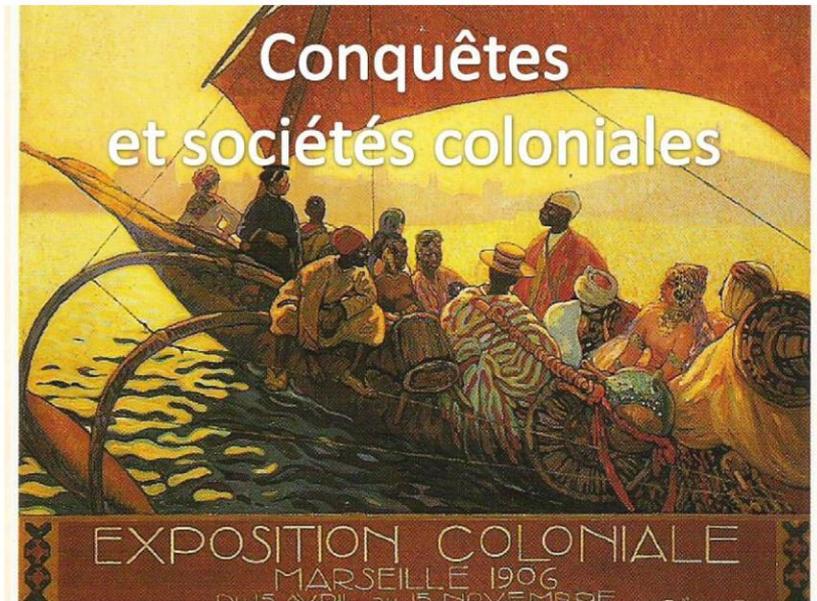
Retraites ouvrières (1910)

Journée de 8 heures (1919 : revendication principales des grèves d'avant-guerre).

Assurances sociales (1928) et allocations familiales (1932)

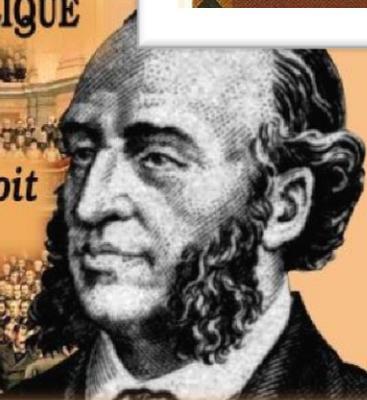
1938, les femmes mariées obtiennent la **capacité juridique** et l'abolition du devoir d'obéissance.

La III^e République c'est aussi les conquêtes coloniales



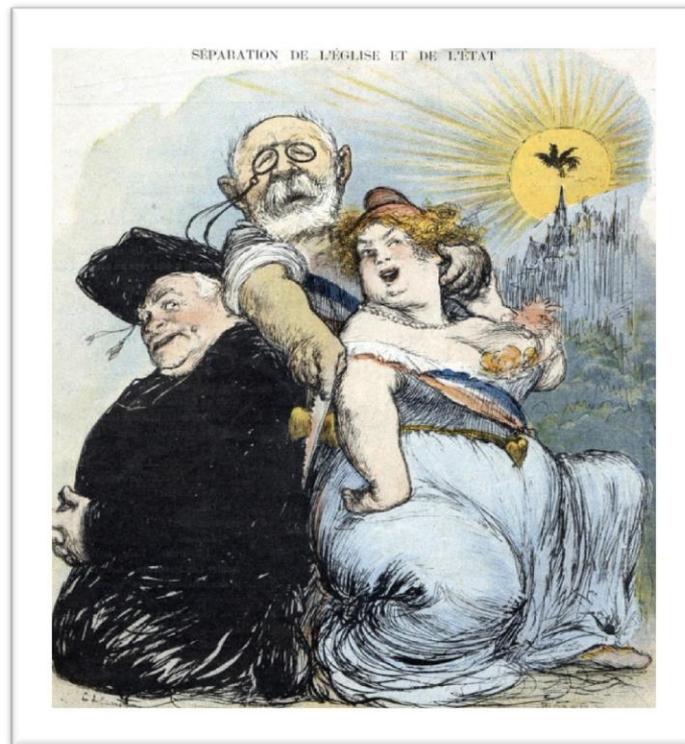
LA POLITIQUE COLONIALISTE DE LA III^e RÉPUBLIQUE

« Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures »



Jules FERRY, 1885.
Gauche républicaine.
Ministre franc-maçon.

Surmontant plusieurs crises politiques sérieuses, le boulangisme et l'affaire Dreyfus. Les républicains se lancent dans une campagne dénonçant l'influence de l'Église catholique. La loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Églises et de l'État est l'aboutissement, sous la III^e République, d'un long processus de laïcisation et de sécularisation, engagé depuis la Révolution française.



La République paraît consolidée et sortie de son isolement diplomatique. Lorsque résolue, elle fait face à la déclaration de guerre de l'Allemagne, le 3 août 1914. Mais il faut jeter toute la puissance du pays dans la guerre pour obtenir la victoire et le retour de l'Alsace et de la Lorraine, au prix de pertes humaines et matérielles considérables. De cette terrible épreuve, la France se remet difficilement.

Le krach de 1929 est une crise boursière qui se déroula à la Bourse de New York entre le jeudi 24 octobre. La France doit affronter une crise économique et sociale. Il y a un effondrement de la production. Les prix agricoles commencent à chuter. Les affaires se ralentissent, entraînant une chute des salaires. Les faillites se multiplient et le chômage s'installe. En 1935, il frappe un demi-million de travailleurs.



2 Manifestation de la faim des chômeurs du nord de la France à Paris en 1933





Le 6 février 1934

Le 6 février, les ligues et associations d'anciens-combattants passent à l'action. C'est le jour où le gouvernement du radical Daladier doit être investi au Palais Bourbon. La manifestation tourna à l'émeute place de la Concorde et la police intervient. On dénombre environ 20 morts et 1 500 blessés. Daladier démissionne : Le radical Édouard Daladier présente à la Chambre des députés son nouveau gouvernement. C'est le prétexte à une violente manifestation antiparlementaire qui va faire trembler la République et susciter en définitive l'union des socialistes et des communistes.

Le Front Populaire est une coalition électorale entre les radicaux, les socialistes et les communistes.

Au milieu des années 30, la gauche se mobilise pour la peur de la montée de l'extrême-droite et contre le chômage.

Le 3 mai 1936, la coalition du Front Populaire gagne les élections : 376 sièges contre 222 à l'opposition. Léon Blum est appelé à former un gouvernement qui ne comprend que des ministres socialistes et radicaux. Pour la première fois de son histoire, la France a un gouvernement socialiste.

En 1936, des conquêtes sociales pour sauver la république. On voit un vaste mouvement de grèves spontanées avec occupations d'usines. On compte rapidement près de 3 millions de grévistes, tous les secteurs d'activité étant touchés, à l'exception des services publics.

LES ACCORDS MATIGNON

Dès le 7 juin, pour répondre au mouvement de grèves, Léon Blum, organise une rencontre entre les représentants du patronat (CGPF) et de la CGT qui aboutit, sous l'arbitrage du gouvernement, à la signature des accords Matignon, préconisant la conclusion de conventions collectives du travail, le relèvement des salaires, la reconnaissance de la liberté syndicale, la mise en place de délégués ouvriers.

Les accords sont complétés par des lois instituant deux semaines congés payés pour les salariés et la semaine de quarante heures (au lieu de 48) sans diminution de salaires, deux mesures qui devaient être considérées comme les grandes conquêtes emblématiques du Front populaire.



Le 24 février 1937, Léon Blum annonce "une pause" dans les réformes sociales conduites par son gouvernement. Il parle de « pause » mais c'est une trêve que propose le chef du gouvernement du Front populaire aux détenteurs de capital. Face à la menace nazie, le Front populaire investira désormais l'argent des "grands travaux" dans l'armement militaire, signant sa propre chute. Il aura duré moins de treize mois.



Le régime de Vichy met fin à la III^e République

Refusant de demander l'armistice à l'Allemagne, le gouvernement de Paul Reynaud démissionne le 16 juin 1940. Le président de la République, Albert Lebrun, nomme alors le maréchal Pétain à la présidence du Conseil.

Pétain appelle dès le lendemain à cesser le combat, et signe l'armistice dès le 22 juin.

Les chambres quittent Paris et s'installent à Vichy. Réunies en Assemblée nationale, elles votent le **10 juillet 1940** une loi constitutionnelle, donnant à Pétain le pouvoir de promulguer une nouvelle Constitution. Seuls quatre-vingts parlementaires se sont opposés à ce qu'ils considéraient comme un acte de décès de la République.



L'ENRACINEMENT

La III^e République a accompli une œuvre politique et sociale considérable qui lui a acquis la majeure partie des Français, malgré les crises auxquelles elle a dû faire face. Il a fallu à la France surmonter de nombreuses oppositions politiques et tester plusieurs types de régimes pour finalement faire accepter aux Français le régime républicain.

La meilleure façon d'enraciner la République a consisté à **développer l'éducation**, afin que chaque citoyen puisse exercer son droit de vote plus librement.

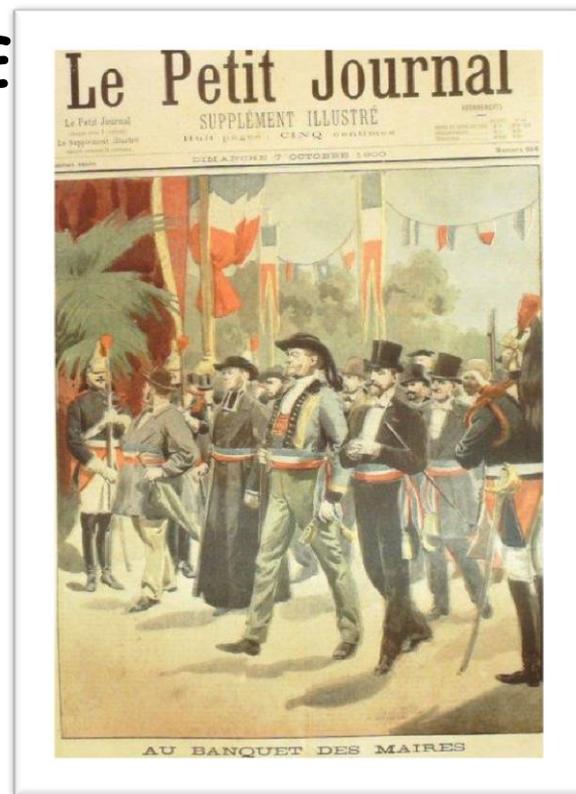
Une loi de **1901** autorise la **formation de partis politiques**. Le premier à se constituer est le Parti républicain radical et radical-socialiste.

1905 : La loi Berteaux supprime tirage au sort et dispenses.

Le service national constituait tout d'abord un élément essentiel de notre **identité républicaine**, forgée au XIXe siècle par l'instituteur et l'officier, était avec le droit de vote, un élément crucial de la **citoyenneté française**. D'autre part, le service national contribuait, en favorisant le brassage de contingents hétérogènes, à la **cohésion de notre société**. Par ailleurs, le service national garantissait la **permanence du lien armées-Nation**, essentiel dans une démocratie, et nouait l'**esprit de défense**, indispensable à la survie de notre pays.



LE PLUS GRAND BANQUET DU MONDE QUI RÉUNIT 22.965 MAIRES AU JARDIN DES TUILERIES



Le 22 septembre 1900, date anniversaire de la proclamation de la première République 108 ans plus tôt, le Président Français Émile Loubet invite 25 000 personnes à participer à un banquet en bord de Seine, alors que l'Exposition universelle de 1900 bat son plein.

22.965 personnes répondront présentes.